

Une « peur rouge » à saveur politique et religieuse

Hugues Théorêt

Number 149, Spring 2022

Le Québec, nid d'espions communistes ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/98567ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Théorêt, H. (2022). Une « peur rouge » à saveur politique et religieuse. *Cap-aux-Diamants*, (149), 29–33.



Le cardinal et archevêque de Québec, Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, a été un pilier de l'anticommunisme au Québec dans les années 1930 et 1940. (Bibliothèque et Archives Canada, PA-023360.)

UNE « PEUR ROUGE » À SAVEUR POLITIQUE ET RELIGIEUSE

par Hugues Théorêt

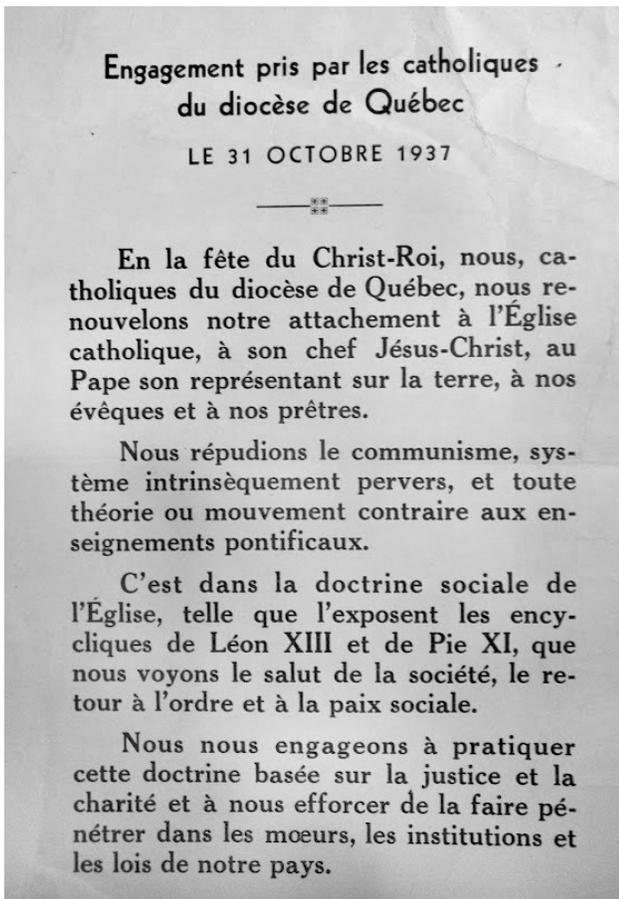
Un passager arrivant au port de Québec pendant l'été 1937 aurait cru débarquer dans un pays peuplé d'agents communistes tellement la hantise des « Rouges » de Moscou était grande dans la Belle Province de l'époque. (Théorêt, 2020)

Le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, nouvellement élu, pourchassait les communistes à l'aide d'escouades policières. L'Église catholique voyait le communiste comme l'antéchrist des temps modernes. Les journaux canadiens-français, dont *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Droit*, *Le Soleil* et *L'Action catholique*, dépeignaient les communistes sous un mauvais jour. Mais qu'en était-il vraiment de cette présence communiste dans le Québec de l'entre-deux-guerres? Les adhérents au communisme étaient-ils aussi importants que nous le laissions croire les autorités politiques et religieuses de la province? Voilà autant de questions qui méritent de l'attention pour mieux comprendre le phénomène de l'anticommunisme au Québec, phénomène particulièrement dominant durant plus de quatre décennies (1920-1960).

L'ANTICOMMUNISME RELIGIEUX

Les fondements de l'anticommunisme au Québec sont avant tout religieux. Tout au long des décennies 1920, 1930, 1940 et 1950, de nombreuses voix s'élèvent chez les catholiques pour dénoncer à tous crins le communisme. Dans les années 1930, tout particulièrement, l'anticommunisme religieux au Québec est fortement alimenté par les encycliques du pape Pie XI. Par exemple, en 1931, le Vatican publie l'encyclique *Quadragesimo anno* qui préconise l'établissement d'un nouvel ordre social en réponse à la crise économique de 1929. En outre, *Quadragesimo anno* se veut également une condamnation du communisme : « Celui-ci a [en parlant du communisme], dans son enseignement et son action, un double objectif qu'il poursuit, non pas en secret et par des voies

détournées, mais ouvertement, au grand jour et par tous les moyens, même les plus violents : une lutte des classes implacable et la disparition complète de la propriété privée. »



« Engagement pris par les catholiques du diocèse de Québec », (L'École sociale populaire, le 31 octobre 1937.)

Le 11 janvier 1931, l'archevêque-coadjuteur de Montréal, M^{gr} Georges Gauthier, publie un circulaire dans laquelle il dénonce la propagande bolchévique, ainsi qu'était péjorativement qualifié le communisme. « Le plus essentiel du crédo bolchévique : la haine de Dieu, la lutte contre Dieu, la suppression par tous les moyens de l'idée religieuse (...) C'est un engin de guerre, rien de plus. »

À l'automne 1933, l'épiscopat canadien relaye le message de Pie XI stipulant que le communisme soviétique demeure interdit à tout catholique, car il est la négation radicale de la doctrine et de la morale de l'Église. Les évêques canadiens invitent toutes les forces chrétiennes du pays à une lutte intense contre le communisme, par la propagande et par la pratique personnelle des vertus chrétiennes.

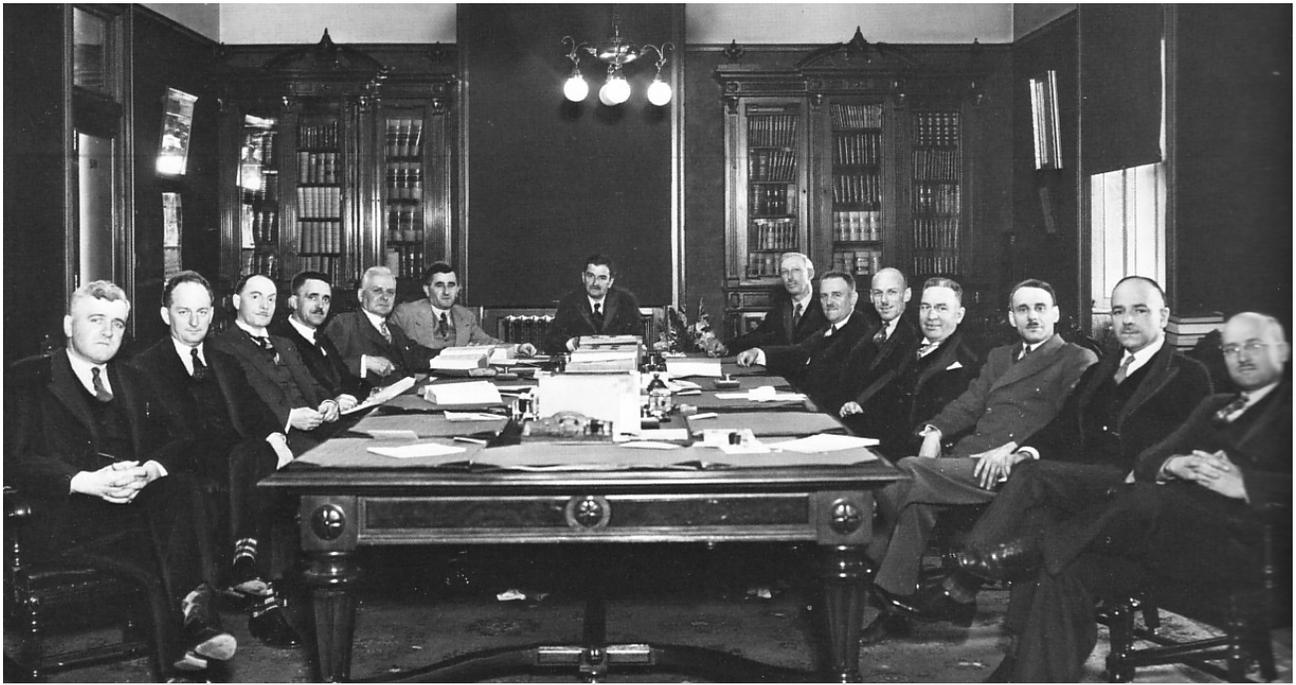
En 1934, M^{gr} Georges Gauthier revient à la charge avec une nouvelle lettre pastorale qui s'attaque au bolchévisme. « Là où existe la croyance en Dieu et aux réalités de l'au-delà, le bolchévisme n'est plus possible. Il ne peut exister que sur les ruines de toute croyance chrétienne. »

Les attaques anticommunistes ne viennent pas seulement de l'épiscopat canadien. Elles viennent aussi de membres des ordres séculiers. Parmi tous ces ecclésiastiques, le jésuite Joseph-Papin Archambault demeure le plus virulent lorsqu'il est temps de monter aux barricades contre le communisme. En 1934, il mène une charge violente contre le communisme au Québec dans une brochure d'une soixante de pages intitulée *La menace communiste au Québec* publiée sous les auspices de l'École sociale populaire. Joseph-Papin Archambault s'inquiète de voir les communistes, ces « foyers d'anarchie », comme il les appelle, envahir la province de Québec.

LES JOURNÉES ANTICOMMUNISTES

Du 13 au 16 septembre 1934, l'École sociale populaire tient à Montréal ses Journées anticommunistes sous la présidence honoraire de M^{gr} Georges Gauthier. Dans sa publication mensuelle, l'École sociale populaire publie un programme détaillé de ces deux journées d'allocutions et de conférences qui se tiennent à la salle du Gesù, rue Bleury et dont le but est de contrer la progression du bolchévisme. C'est Joseph-Papin Archambault qui a l'honneur d'ouvrir ce bal anticommuniste qui réunit les ténors de l'Église catholique, dont le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, ainsi que des auteurs et des figures politiques comme l'ancien ministre fédéral Ernest Lapointe. D'entrée de jeu, Archambault tient des propos percutants à l'égard du communisme. « Aucun pays n'échappe à ce fléau, dit-il. Les plus éloignés du foyer incendiaire, les plus opposés à ces idées, les plus attachés aux directions de l'Église ressentent quand même ces assauts. Un courant diabolique anime vraiment cette entreprise. »

Le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, prend ensuite la parole. Aux dires de M^{gr} Villeneuve, le bolchévisme est violent et oppressif. Il est un microbe dont il faut se débarrasser. « Tous nos pays sont balayés par des souffles empoisonnés d'appels aux travailleurs et aux révolutionnaires. Le microbe communiste existe même chez nous; tout atténué qu'il se montre encore,



Le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, qui a été élu une première fois en 1936, a fait de l'anticommunisme l'un de ses principaux chevaux de bataille pendant tout son règne. (*Le Mémorial du Québec*, tome V : 1918-1938, Éditions du Mémorial, 1980, p. 228.)

il n'est pas moins à la fois matérialiste, impie, immoral et révolutionnaire ». La table était mise pour ces journées anticommunistes qui prenaient les allures d'une séance de défoulement où tous étaient invités à déverser leur fiel sur les communistes.

Le 18 mars 1937, le pape Pie XI publie son encyclique *Divini Redemptoris* qui vise à condamner le communisme sous toutes ses formes. Selon le pape, le communisme est « athée et intrinsèquement pervers » et « l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne ». Des journaux du Canada français font écho de l'encyclique en reprenant le discours anticommuniste du Saint-Siège. C'est le cas du quotidien *Le Soleil* qui consacre sa une du 18 mars 1937 à cette encyclique de Pie XI.

Le 31 octobre 1937 lors de la fête du Christ-Roi, le diocèse de Québec prend l'engagement solennel de répudier le communisme et d'épouser la doctrine sociale de l'Église dans une circulaire intitulée « Engagement pris par les catholiques du diocèse de Québec ». M^{gr} George Gauthier n'est pas en reste. Le 15 mars 1938, il publie une lettre circulaire pour mettre en garde les fidèles contre les dangers du communisme et vanter le gouvernement du Québec pour les mesures qu'il a prises afin de contrecarrer les plans maléfiques de ces suppôts de Satan. M^{gr} Gauthier avait donné le ton. En publiant

cette lettre, il donnait son imprimatur aux auteurs qui avaient pour ainsi dire la bénédiction pour critiquer vertement les communistes de tout acabit.

L'ANTICOMMUNISME POLITIQUE

L'anticommunisme au Québec a aussi un fondement politique. En fait, dans la lutte contre le communisme, le clergé catholique et le monde politique ne font qu'un. Surtout lorsqu'on se réfère au duo formé par le cardinal Villeneuve et le premier ministre Maurice Duplessis. Le 17 août 1936, l'Union nationale dirigée par Maurice Duplessis prend le pouvoir à Québec. Le gouvernement de Duplessis défend l'autonomie provinciale et part en croisade contre le communisme.

Le 25 octobre 1936, le premier ministre Duplessis, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, le maire de Québec, Joseph-Ernest Grégoire, et 15 000 fidèles se réunissent au Colisée de Québec pour acclamer le Christ-Roi et en profitent pour dénoncer les activités communistes. Aux yeux du cardinal Villeneuve, les menées subversives des communistes dans la province sont bien réelles : « Le feu est allumé parmi nous, poursuit-il, et il est urgent de le circonscire puisqu'on ne peut d'ici longtemps l'éteindre. »

Le souhait du cardinal est exaucé. Le 10 mars 1937, Maurice Duplessis dépose le projet de loi 8

protégeant la province contre la propagande communiste. Il se lève à l'Assemblée législative et s'engage à mener la lutte contre le communisme jusqu'à la fin de ses jours : « Tant que j'aurai un souffle de vie, je n'épargnerai rien, je ferai tout en mon pouvoir pour faire disparaître le communisme de la province de Québec ».

LA LOI DU CADENAS SANCTIONNÉE

Le 24 mars, la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, communément appelée la loi du cadenas, est sanctionnée. Celle-ci confère au procureur général de la province de Québec – en l'occurrence Maurice Duplessis – les pleins pouvoirs pour ordonner la fermeture d'une maison utilisée à des fins de propagande communiste. Elle niait également à l'accusé le droit à la présomption d'innocence.

Pour faire appliquer la « loi du cadenas », le gouvernement Duplessis donne carte blanche aux corps policiers pour traquer les communistes sur son territoire. Par exemple, entre novembre 1937 et avril 1938, une escouade policière spécialisée a cadenassé cinq établissements dont les locaux de l'hebdomadaire *Clarté*, confisqué 532 volumes, 4 000 exemplaires de *Clarté*, 1 500 exemplaires d'autres journaux et 268 pamphlets, brochures et tracts. *Clarté* ne craint pas de dénoncer la loi malgré l'interdit de publication dont il est l'objet. Le 3 avril 1937, *Clarté* publie un éditorial pour dénoncer la loi que l'on juge illégale : « Le texte de la loi du cadenas de M. Duplessis contient le germe et l'argument des théories de violence que tous nous désavouons ». *Clarté* associe le premier ministre Maurice Duplessis aux dictateurs européens. Le 18 septembre 1937, *Clarté* titre en manchette que « toute la classe ouvrière est dressée contre le fasciste corporatiste de Duplessis ». Par ses attaques contre l'ordre établi, *Clarté* se fait vite des ennemis. Le 4 octobre 1937, un groupe de plus de 200 jeunes saccagent les locaux de l'hebdomadaire communiste à Montréal. *Clarté* sera l'un des premiers à faire les frais de la loi du cadenas du gouvernement Duplessis.

Le 9 novembre 1937, Maurice Duplessis ordonne la fermeture des bureaux de *Clarté* pour une période d'un an. Les policiers saisissent tous les journaux qui s'y trouvent et apposent un cadenas à la porte des locaux situés au 254, rue Sainte-Catherine Est à Montréal. Qu'à cela ne tienne, le 20 novembre 1937, *Clarté* fait fi de l'ordonnance

du gouvernement et publie en une : « AVIS À DUPLESSIS : Personne... Jamais... n'étouffera *Clarté*. Défenseur du Peuple et des Libertés Civiles et Ouvrières ».

Au-delà des organes de presse, le gouvernement Duplessis utilise la loi du cadenas pour faire tomber les têtes dirigeantes du mouvement communiste au Québec. En 1937-1938, les forces policières perquisitionnent le domicile des sympathisants communistes Stanley Bréhaut Ryerson, Léa Roback, Louis Kon, Fred Rose, Évariste Dubé et Lucien Dufour.



Un cadenas est apposé sur la porte du local de l'hebdomadaire *Clarté* qui était l'organe de presse des mouvements ouvriers et communistes au Canada français dans les années 1930. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P1536.)

L'ANTICOMMUNISME D'APRÈS-GUERRE

Lorsque le gouvernement unioniste de Maurice Duplessis reprend le pouvoir en 1944, la chasse aux communistes reprend de plus belle. Le gouvernement remet sur pied l'escouade anticommuniste de la police municipale et de la police provinciale pour faire appliquer la loi du cadenas. Maurice Duplessis profite de « l'affaire Gouzenko » pour réitérer sa haine contre « l'ennemi communiste ». En février 1946, Duplessis déclare : « Nous considérons le communisme comme un ennemi perfide. C'est aussi un ennemi déclaré de nos traditions les plus chères, un ennemi de notre système, de notre vie sociale, familiale et nationale. »



Ces revues, colis et documents d'allégeance communiste furent confisqués par l'escouade anticommuniste de la police de Montréal le 22 janvier 1938 en vertu de la Loi du cadenas. Trois policiers en civil semblent prendre plaisir à lire le contenu. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P2676.)

Les policiers traquent les membres du Parti ouvrier progressiste du Québec qui cherchent des tribunes publiques pour clamer l'innocence de Fred Rose. Le Parti ouvrier progressiste du Québec se voit alors interdire tout rassemblement. La police procède à des arrestations pour attroupement illégal et saisit les publications du Parti. Duplessis s'en prend également au mouvement syndical qu'il associe aux communistes.

Le 21 avril 1948, Maurice Duplessis prononce un discours lors d'un banquet organisé en son honneur au Château Frontenac à Québec dans lequel il déclare qu'il fera sa prochaine campagne électorale sur le thème du communisme : « Nous sommes contre les communistes, même dans les organisations ouvrières. Les communistes sont des athées qui n'ont pas de religion. Le jour où le peuple de Québec aura perdu sa foi, c'en sera fait de notre race ».

Le 28 juillet 1948, jour de scrutin, l'Union nationale remporte sa victoire la plus éclatante depuis 1936 raflant 82 sièges sur une possibilité de 92. Dans ce contexte, Maurice Duplessis se voit investi d'une mission de poursuivre sa lutte contre le communisme en maintenant l'interdiction des activités du Parti communiste sur tout le territoire de la province de Québec. Le « cheuf », comme on le surnommait, propagera cette « peur rouge »

avec la complicité du clergé québécois jusqu'à sa mort en 1959.

Hugues Théorêt est historien. Il détient un doctorat en histoire canadienne. Il est auteur et professeur à temps partiel à l'Université d'Ottawa et à l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

Pour en savoir plus :

Andrée Lévesque. *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p.

Bernard Dionne et Robert Comeau. *Le droit de se taire. Les communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, 545 p.

Hugues Théorêt. *La peur rouge. Histoire de l'anticommunisme au Québec, 1917-1960*. Québec, Septentrion, 2020, 215 p.

Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 149 p.